

Monnaies et G.20 : ni guerre ni paix à Séoul, seulement la confusion.

Posté le : 26 octobre 2010 11:16 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Attitudes, Crise mondiale, Economie et politique

Le 11 novembre 2010 se tiendra à Séoul une réunion du G.20 qui ne résonnera pas dans l'histoire comme une victoire. La réunion préparatoire des Ministres des Finances qui vient de se tenir à Gyeongju, en Corée également, pour la préparer a démontré, une fois de plus, à la fois l'irréalisme doctrinal et l'emprise des relations de force nationalistes dans le domaine des monnaies.

Il existe chez certains une doctrine subliminale : les états sont mauvais ; ils ne font que des bêtises ; ils doivent laisser les marchés monétaires fixer librement le cours des changes et aucun droit de douane ne doivent empêcher la libre concurrence partout et sur tous les marchés de biens et de services. Que la Chine laisse flotter le Yuan et que tous les autres s'abstiennent de lutter contre la hausse de leur monnaie et tout ira bien. Et continuons le cycle de Doha ! Au milieu du désastre général...

La suite logique de cette doctrine est que la Chine est la seule cause de la crise et que les licences prises par certains pays pour gérer leur cours de change sont une erreur qui doit cesser.

Tout cela se passe dans un pays qui a choisi une politique "win-Won" comme disent les humoristes monétaires (il y en a), c'est-à-dire qui a dévalué tellement fort sa monnaie au début de la crise qu'il a mis en difficulté le Japon et bon nombre de ces concurrents en gagnant des parts de marchés dans un commerce international brusquement freiné.

Tout cela se passe au moment où les Etats Unis qui possèdent de facto la monnaie de réserve internationale se lancent dans une politique de création monétaire à tout va et font flamber la planche à billets entraînant à la baisse le cours de sa monnaie, tout en exprimant, par la voix de Timothy Geithner, qu'on devrait réguler les changes avec des normes.

Autrement dit, les monnaies ne peuvent pas être laissées à la seule discrétion des marchés et des politiques nationales égoïstes. La norme, si elle a un sens, obligerait les états à prendre des mesures pour les respecter. C'est donc qu'ils en ont le pouvoir. Et qu'ils peuvent effectivement mener des politiques efficaces en ces sens.

Voici donc les Etats-Unis qui expliquent que les forces du marché ne peuvent pas jouer librement et qu'il faut que les Etats fassent leur devoir pour respecter leurs partenaires ! Au moment où la FED fait exactement l'inverse. Défense de rire !

La Chine pour sa part explique, à juste titre, que les dérèglements viennent de la politique monétaire américaine qui inonde de liquidité le monde entier provoquant des bulles de crédits qui explosent pour le grand dommage de tout le monde et que de toute façon, ce grand pays a besoin d'une croissance forte pour des raisons intérieures et qu'il compte toujours l'obtenir par une politique mercantiliste d'exportation favorisée par un Yuan sous évalué.

"Puisque nous sommes dans une foire d'empoigne dans le domaine des monnaies", semble dire la Chine, "voyez mes muscles ! Mon marché intérieur est l'espoir de vos entreprises ! En attendant vos marchés intérieurs sont la réalité de mes industries. Comme je suis immensément bonne, je vous consentirai, peut être, si vous êtes bien gentils, une minuscule hausse du Yuan pour calmer le jeu et marquer ma bonne volonté".

Défense de rire jaune.

L'Europe est complètement coincée dans des réunions de type G.20 où elle est minorée, divisée, et prisonnière d'un système de pensée qui veut que les changes ne flottent pas chez elle mais que le cours de l'Euro ne soit la responsabilité de personne ! Elle n'a pas de doctrine ; elle n'a pas de politique ; et les intentions des états constitutifs sont divergentes. L'Allemagne est pour la déflation compétitive. Le Royaume Uni pour la dévaluation compétitive. La France elle est pour l'agitation verbale sans but et sans moyen. L'Europe dans sa configuration actuelle est donc toujours sûre de perdre au G.20. Le président Français peut toujours croire qu'un activisme fondé sur aucune doctrine et aucune base politique ferme, peut être l'occasion d'opération image bénéfique.

On est dans l'illusion. Une politique réussie suppose TOUJOURS des idées claires (et donc une base doctrinale précise) et des institutions idoines. La France et l'Europe n'ayant ni l'un ni l'autre sont les victimes désignées du G.20.

Le G.20 n'a pas plus les idées claires. En contradiction totale avec ses recommandations de non intervention sur les marchés de biens et de monnaie, il augmente les réserves du FMI et lui demande "de contrôler les comptes courants de chaque pays, pour s'assurer que les surplus commerciaux se maintiennent à un niveau soutenable".

Alors que cette mission est déjà dans les statuts du FMI mais qu'il n'a plus aucun moyen de faire respecter des "niveaux soutenable" depuis l'abandon des disciplines du système de Bretton-Woods.

"Statuts du Fonds monétaire international

ARTICLE IV - Obligations concernant les régimes de change

Section 1. Obligations générales des États membres

Reconnaissant que le but essentiel du système monétaire international est de fournir un cadre qui facilite les échanges de biens, de services et de capitaux entre nations et qui favorise une croissance économique saine, et qu'un objectif principal est d'assurer de façon continue les conditions de base ordonnées nécessaires à la stabilité économique et financière, chaque État membre s'engage à collaborer avec le Fonds et avec les autres États membres pour assurer le maintien de régimes de change ordonnés et promouvoir un système stable de taux de change"

En un mot les statuts du FMI sont totalement en contradiction avec les objectifs de non intervention qui viennent d'être rappelés à Gyeongju ! Mais on lui demande malgré tout de s'en inspirer pour conseiller le G.20 !

Comprenne qui pourra !

Rappelons une fois de plus que la Grande récession que nous vivons, troisième épisode d'une genre de plus en plus catastrophique après 1973-1974 et 1992-1993 est entièrement due aux conséquences d'un système de changes flottants non régulés où les puissances économiques dominantes exercent des politiques nationalistes exacerbées au détriment du monde entier, où l'émetteur de monnaie mondiale se dit indifférent aux conséquences de sa politique monétaire, où la

création monétaire sans objet créée ex nihilo par les défauts même du système, où le mécanisme de la double pyramide de crédit décrite par J.Rueff s'emballerait périodiquement par sa propre dynamique, où la spéculation née de la complexité ainsi créée et d'une déréglementation folle de la finance fabrique un monde artificiel entièrement décalé des échanges de biens.

Ce qui veut dire qu'on aurait pu éviter la crise en revenant aux disciplines de Bretton Wood, corrigées des défauts que les déséquilibres de la guerre avaient rendu inévitables, et qu'on ne pourra en sortir qu'après l'avoir fait.

Pour l'Europe le choix est clair. Ou elle en vient à des structures de décision de politique économique unifiée en accord avec une monnaie unique et à une politique unifiée, où elle se morfondra sans l'impuissance et la stagnation.

La France, elle, enfoncée dans un anarcho-syndicalisme débile doublé d'un état obèse et impuissant et d'un amour exclusif pour l'impôt confiscatoire et la dette, mais incapable d'en voir les conséquences mortifères, continuera à sortir de l'histoire par une porte toujours plus petite.

Rendons en passant un petit hommage à Maurice Allais qui avait bien compris tout cela et il y a longtemps : " ce qui doit arriver arrive". Tout aurait pu être évité. Rien ne sera évité. Et des milliards d'hommes souffriront plus que nécessaire.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile.